



ARRETE MUNICIPAL n°2024-34 **Portant interdiction temporaire** **de la circulation des piétons** **sur le parvis de la mairie**

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le code général des collectivités territoriales, L 2231-1 et L 2213-2,

Vu l'article 610-5 du code pénal modifié par le décret 2022-185 du 15 février 2022,

Considérant que pour la sécurité des usagers il convient d'établir un périmètre de sécurité autour du parvis de la mairie pendant la durée des travaux d'aménagement.

ARRETE

Article 1 : La circulation des piétons est strictement interdite sur une partie de la parcelle cadastrée n° AA161, parvis de la mairie matérialisé sur le plan en annexe :

- Du lundi 04 mars 2024 à 06h00 au mardi 30 avril 2024 à 18h00

Article 2 : Un périmètre de sécurité sera mis en place par les services communaux. Des affiches avertissant que le chantier est interdit au public seront apposées sur les barrières sur tout le périmètre du site afin de matérialiser l'interdiction.

Article 3 : L'accès à la mairie se fera par le côté Nord du bâtiment. Un cheminement piéton sera balisé au moyen de panneaux.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté municipal donneront lieu à l'établissement d'un procès-verbal, en fonction de la gravité de l'infraction, et les contrevenants seront poursuivis conformément aux textes et lois en vigueur.

Article 5 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services du Département, le Directeur du Service Technique, la police Municipale

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 27 février 2024

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 27.02.2024
Notifié à l'intéressé le : 27.02.2024
Certifié exécutoire le : 27.02.2024



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Annexe arrêté municipal 2024-34
Portant interdiction temporaire
de la circulation des piétons
sur le parvis de la mairie

